ASSEMBLÉE NATIONALE

8 avril 2021

FIN DE VIE - (N° 4042)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**SOUS-AMENDEMENT**

N ° 3733

présenté par
M. Aubert

à l'amendement n° 3043 de M. Falorni

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

Supprimer le mot "active".

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'amendement visé propose d'ajouter un article visant à ce que la République garantisse le "droit à une fin de vie libre et choisie", en prévoyant notamment l'accès à une assistance médicalisée "active" à mourir.

En cela, il s'agit de garantir le recours à l'euthanasie active, c'est-à-dire autoriser des médecins à donner la mort, ce qui est en totale contradiction avec le serment qu'ils ont tous prêté le jour de leur thèse et qui ouvre la voie à des risques de dérives.

Le présent sous-amendement prévoit ainsi que l'assistance médicalisée à mourir ne saurait être active.